

APPEL À COMMUNICATIONS

Ateliers Jeunes chercheur·e·s et Journée d'étude internationale

les **7, 8 et 9 juin 2023** à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines Ain Chock
Université Hassan II de Casablanca, Maroc

Transformations sociétales en Afrique et en Haïti : action publique, participation citoyenne et représentations culturelles

CONTEXTE

La Chaire UNESCO *Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir* organise la cinquième édition de sa Journée d'étude internationale annuelle, précédée de 2 journées d'ateliers Jeunes chercheurs. Cette Chaire regroupe :

- le Centre d'Études de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) – Belgique
- l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Joseph Ki-Zerbo – Burkina Faso
- l'École de développement international et mondialisation (EDIM) et École supérieure d'affaires publiques et internationales (ESAPI) de l'Université d'Ottawa – Canada
- l'École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) – Côte d'Ivoire
- l'Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES) de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - France
- l'Université Général Lansana Conté (GLC-SC) de Sonfonia – Guinée-Conakry
- la Faculté des sciences administratives et politiques (FSAP) de l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako – Mali
- la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines Ain Chock (FLSH) de l'Université Hassan II de Casablanca - Maroc
- la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) et Faculté des Sciences de l'Homme et de la société (FSHS) de l'Université de Lomé – Togo

Les neuf institutions académiques partenaires poursuivent les objectifs communs suivant :

- une pratique partagée et le soutien de la recherche pluridisciplinaire sur le développement et les défis de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD),
- la diffusion de travaux et résultats académique d'un réseau francophone ouvert sur les études de développement,
- l'activation de la mobilité des étudiant·e·s et des enseignant·e·s pour renouveler les formes de partenariat Nord/Sud, ainsi que d'en encourager de nouvelles formes de partenariats en particulier Sud/Sud,

- le rayonnement des activités de la Chaire dans le monde des politiques publiques pour faire connaître la richesse et diversité des savoirs et compétences de l'aire francophone en matière de développement international, soutenir la recherche réalisée sur les contextes Suds et être force de proposition utile pour les décideurs,
- le soutien apporté aux jeunes chercheur·e·s, notamment africains, pour une pratique innovante de la recherche sur les transitions économiques, sociales et environnementales et une contribution à la formation des cadres dans les différents pays.

Voir plus de détails sur la Chaire : www.chaireunescodefisdev.org

EVENEMENT 2023

Pour 2023, les membres de la Chaire ont conjointement décidé de consacrer leur événement international annuel à la problématique ***Transformations sociétales en Afrique et en Haïti : action publique, participation citoyenne et représentations culturelles.***

Cet événement se tiendra à Casablanca **les mercredi 7, jeudi 8 et vendredi 9 juin 2023.**

La journée du vendredi 9 juin constituera un événement de restitution sur le format standard international des travaux les plus aboutis des doctorant·e·s ayant participé aux 2 journées d'ateliers de formation à la recherche la précédant, aux côtés de chercheur·e·s confirmé·e·s.

La problématique explorée portera sur les transformations et changements sociétaux en Afrique et en Haïti avec une attention portée à l'élaboration des politiques publiques et leurs mises en œuvre en regard des attentes et aspirations de la société, sur les formes – y compris nouvelles, de participation des citoyen·ne·s et sur l'importance des représentations sociales et culturelles dans l'analyse du changement social.

L'objectif de ces ateliers est double : méthodologique et théorique/conceptuel. Ils sont conçus comme étape préliminaire aux restitutions formelles de la Journée du vendredi 9 juin et visent à asseoir et à actualiser les bases d'un réseau international de jeunes chercheur·e·s.

PROBLEMATIQUE SCIENTIFIQUE

Les crises multiples et enchâssées, qu'elles soient mondiales ou régionales sont à la fois des manifestations et des moments de transformations sociétales à un rythme rapide. Pour y faire face et pour y répondre, sur fond d'un libéralisme montant, et quand elles n'aboutissent pas à l'instauration de régimes d'exception et d'état d'urgence (Angeli Aguiton, Cabane, Cornilleau, 2019), les positionnements des Etats oscillent entre des postures (Chevalier, 2018) que l'on peut résumer comme suit :

- des politiques publiques qui tentent de corriger, compenser, réparer s'incarnant dans divers systèmes d'aide ciblée (éducation, santé, justice...) ; ici un système compensatoire et/ou

- des politiques publiques qui se donnent pour objectif de donner à chacun le plus d'atouts possibles pour réussir, notamment par l'accès à l'éducation, à l'emploi, à la santé, à l'égalité des genres, à la paix, à la justice et aux institutions comme préalables à une insertion sociale effective ; ici un système dit inclusif.

Ces actions publiques, au-delà de leurs intentions, de leurs volontés affichées de répondre à un agenda international (Maréchal 2013) ou à l'expression de demandes sociales nationales, ont, ou n'ont pas, les effets prévus et répondent de manière différenciée aux attentes, aspirations, revendications des populations des pays africains et en Haïti dont les caractéristiques démographiques donnent aux jeunes générations une place essentielle (Tamekem Ngoutsop et Modiane 2018). Ces dernières, en phase ou non avec leurs aînés tout aussi mobilisés, sont tout à la fois actrices et porteuses de nouvelles sources d'inspirations de développement et de pleine participation à une certaine idée de « la modernité » (Bratton, 2006). Acteur-e-s clé de l'analyse des actions publiques, hommes et femmes ont recours à différents registres imaginaires et de visions de la citoyenneté issus tantôt des cultures politiques forgées sur le long terme, tantôt des registres littéraires, culturels et médiatiques plus récents, et des catégories en voie de réinterprétation. La culture, concept sinon rejeté mais souvent délaissé par l'analyse du développement économique, en est pourtant une composante essentielle. Véritable levier des 17 ODD, la dimension culturelle agit d'une part par le biais de ses secteurs sur l'activité économique et d'autre part contribue à la cohésion sociale (Jeretic, 2009 ; Smith, 2003) favorisant ainsi le développement social et culturel. Elle est aussi au cœur de l'analyse des conditions de fabrication du/de la citoyen-n-e contemporain-e (Banegas, 2012), avec un rôle renforcé des médias dans les contestations sociales (Desrosiers et Bouka, 2022), pour comprendre les rapports sociaux nouveaux et les déséquilibres opérés par et dans les changements accélérés (Balandier, 2004).

→ L'objet des travaux doctoraux qui seront retenus pour participer aux Ateliers Jeunes chercheurs s'attacheront à éclairer, sur des terrains du continent africain ou haïtien, les interactions entre processus de transformations socio-économiques d'une part, réponses ou non apportées aux demandes sociales d'autre part et pluralités des sources d'inspirations démocratiques à différentes échelles.

Les interventions proposées relèveront d'entrées disciplinaires dans les sciences économiques et sociales, les sciences juridiques et les humanités. Elles porteront une attention privilégiée aux contextes africains et/ou haïtiens actuels. Elles aborderont selon une perspective macro et/ou micro ou une perspective socioculturelle du développement notamment les trois dimensions suivantes :

- **Action publique** (accès aux services de bases, à l'emploi, lutte contre les discriminations, les inégalités de genre et les situations de handicap, ...) en lien avec l'ODD 3 *Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges*, l'ODD 8 *Accès à des emplois décents* et l'ODD 16 *Paix, justice et institutions efficaces* ;
- **Citoyenneté** : Composante centrale des contextes en transformations rapides sous l'impulsion des aspirations fortes des jeunes générations à participer à un monde plus soutenable et équitable, les représentations et manifestations de citoyenneté sont variées, médiatisées et diversement prises en compte par les acteurs en place (nouvelles représentations de la citoyenneté, expressions dans la rue, rôle des réseaux sociaux..) en lien avec l'ODD 4: *Garantir une éducation inclusive, de qualité et promouvoir une citoyenneté mondiale* et de l'ODD 5 : *Égalité entre les sexes*.

• **Culture** : La mondialisation accélérée entre en phase avec des mutations des problématiques socio-culturelles de nature anthropologiques (Copans, Adell-Gombert 2019) constituant des matières à enquêter empiriquement notamment celui des productions artistiques nouvelles, plastiques, picturales et surtout musicales ou encore les registres du cinéma, de la photographie et de la littérature particulièrement propices aux échanges, aux emprunts, aux métissages et aux flux culturels en lien avec l'ODD 10 *Promouvoir les politiques culturelles en faveur du traitement préférentiel des biens produits localement contribuent à réduire les inégalités au sein des pays et entre eux.*

Références citées

- Angeli Aguiton Sara, Lydie Cabane, et Lise Cornilleau (2019), « Politiques de la « mise en crise », *Critique internationale*, vol.85, no. 4, pp. 9-21.
- Balandier, Georges (2004). *Sens et puissance*. Paris, PUF,
- Banegas R., (2012). Espaces publics de la parole et pratiques de la citoyenneté en Afrique. *Politique africaine*, 127, 5-20. <https://doi.org/10.3917/polaf.127.0005>
- Bratton M. (2006). « Populations pauvres et citoyenneté démocratique en Afrique ». *Afrique contemporaine*, 220, 33-64. <https://doi.org/10.3917/afco.220.0033>
- Chevalier Tom (2018). « 1. Penser la citoyenneté socio-économique des jeunes », *La jeunesse dans tous ses États*, sous la direction de Chevalier Tom. Presses Universitaires de France, pp. 13-46.
- Copans Jean et Adell-Gombert Nicolas (2019). « Chapitre 5. Croire, Penser, Représenter », *Introduction à l'ethnologie et à l'anthropologie*, sous la direction de Copans Jean, Adell-Gombert Nicolas, Armand Colin, pp. 146-187.
- Desrosiers Marie Eve et Bouka Yolande, *Contester en Afrique*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2022, 64 p
- Jeretic Patricio (2009). *La culture comme facteur de développement économique et social, Rapport Novembre 2009*, <https://www.racines-aisbl.org>
- Maréchal Louis (2013), « Le secteur minier est-il porteur de développement en Afrique ? », *Politique étrangère*, no. 2, 2013, pp. 85-98.
- Smith, Robert J. (2003). « Le concept de culture dans l'analyse du développement économique du Japon ». *Anthropologie et sociétés*, vol.14, Number 3, 1990, p. 11-20 : <https://doi.org/10.7202/015140ar>
- Tamekem Ngoutsop Moise et Modiane H. Sarr (2018), « Crises et reconfigurations sociales en Afrique. La jeunesse au cœur des mouvements sociaux », *SociologieS* : <https://doi.org/10.4000/sociologies.8006>

MODALITES DE CANDIDATURE (PUBLIC VISE : DOCTORANT·E·S)

Les candidatures comprendront **une proposition** de communication portant sur la problématique susmentionnée avec :

- un titre & un résumé (5 000 caractères espaces compris, en police Times 12 maximum), précisant impérativement :
 - la discipline d'appartenance,
 - le thème exploré et son lien avec la problématique de l'événement,
 - une contextualisation,
 - les principes méthodologiques retenus (hypothèses, cadre d'analyse, approche-s conceptuelle-s et théorique-s),
 - les premiers résultats ;
- nom, prénom, CV et attestation **d'inscription et/ou rattachement** à votre université.

Calendrier

- Date limite de réception des **propositions de communications** : **lundi 20 février 2023** minuit à iedes@chaireunescodefisdev.org ;
- Réponse **aux jeunes chercheur-e-s présélectionné-e-s** : **lundi 20 mars 2023** après examen par le conseil scientifique et précision des éléments supplémentaires à fournir ;
- Date limite de réception des **communications définitives** : **lundi 1^{er} mai 2023** minuit.

Programme préliminaire

Il s'agira au sein de groupes restreints (une vingtaine de personnes au maximum), sur la base des recherches en cours des participant-e-s de discuter des concepts et approches théoriques mobilisés, et d'échanger sur les méthodologies d'enquêtes, qualitative et/ou quantitative des sciences humaines et sociales employées. Interactifs avec des visées de formation à la recherche, les ateliers seront animés par des enseignant-e-s chercheur-e-s partenaires de la chaire.

- **Jour 1 – matinée** : Concepts et approches conceptuelles clés ;
- **Jour 1 – après-midi** : Questions méthodologiques et éthiques ; formation aux outils et stratégies de valorisation efficaces de la recherche ;
- **Jour 2 - matinée et après-midi** : Outils de récolte et d'analyse des données, ateliers guidés de validation et rétroaction de la recherche des étudiants.

Conseil scientifique

- Rajaa Nadifi, littérature et études de genre, professeure et directrice du Laboratoire Genre, Education, Littérature, Médias (GELM), Faculté des Lettres et des sciences humaines Ain Chock (FLSH), Université Hassan II, Casablanca, Maroc
- Saadia Taouki, enseignante-chercheure et critique littéraire, Laboratoire Genre, Education, Littérature, Médias (GELM), Faculté des Lettres et des sciences humaines Ain Chock (FLSH), Université Hassan II, Casablanca, Maroc et présidente du Centre Égalité de Genre-Maroc- CEG
- Stephen Baranyi, sociologue, professeur titulaire, École de développement international et mondialisation (EDIM), Université d'Ottawa
- Claire Brodin, économiste, cheffe du Pôle Financement du développement, Innovation et Partenariats, Sous-direction du Développement durable, Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères
- Sylvie Capitant, sociologue, maitresse de conférences, Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES), UMR Développement et Sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Mawuli Couchoro, économiste, professeur et doyen de la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) de l'Université de Lomé
- Jacinto Cuvi, sociologue, professeur et directeur du Centre d'Etudes de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) de l'Université Libre de Bruxelles

- Marie-Eve Desrosiers, politologue, professeure agrégée à École supérieure d'affaires publiques et internationales (ÉSAPI), université d'Ottawa & titulaire de la Chaire de recherche en francophonie internationale sur les aspirations et mouvements politiques en Afrique francophone
- Héléne Djoufelkit, économiste, directrice du département Diagnostics économiques et politiques publiques à l'Agence Française du Développement (AFD)
- Raïmi Fassassi, économiste, enseignant-chercheur, Ecole Nationale Supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA)
- Gaëlle Gillot, géographe, maitresse de conférences, Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES), UMR Développement et Sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Pierre Janin, géographe, directeur de recherche UMR Développement et Sociétés (IRD - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)
- Moustapha Keïta-Diop, juriste et socio-anthropologue, professeur et doyen de la Faculté des Sciences Sociales et directeur du Master Acteurs Sociaux et Développement Local (MASDEL) à Université Général Lansana Conté (GLC-SC), Guinée
- Edinam Kola, géographe, professeur et doyen de la Faculté des Sciences de l'Homme et de la société (FSHS) de l'Université de Lomé
- Hugues Kouadio, ingénieur statisticien et économiste, professeur et directeur de l'Ecole Nationale Supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) et coordonnateur du Centre d'Excellence Africain en Formation statistique
- Anne Le Naëlou, sociologue, maitre de conférences, Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES), UMR Développement et Sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Laurence Roudart, économiste, professeure au Centre d'Etudes de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) de l'Université Libre de Bruxelles CEC
- Sophie Salomon, économiste, directrice adjointe du département Diagnostics économiques et politiques publiques à l'Agence Française du Développement (AFD)
- Abdoul Sogodogo, politiste, professeur et vice-doyen de la Faculté des sciences administratives et politiques (FSAP) de l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako
- Abdramane Soura, démographe, professeur et directeur de l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP), Université Joseph Ki-Zerbo
- Benoit Toulouse, géographe, formateur indépendant en SIG et intervenant à l'IEDES -Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Madeleine Wayack-Pambè, démographe, professeure, Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP), Université Joseph Ki-Zerbo, responsable du panel Genre de l'Union pour l'étude de la population africaine (UEPA)